

présente session spéciale, comme il l'appelle. Il a parlé du budget, et il a prétendu qu'il n'y avait aucune raison de discuter la question.

Si le chômage sévit aujourd'hui chez nous, et je n'en disconviens pas, à qui la faute? Mes honorables vis-à-vis disent que le gouvernement, qui est à votre droite, monsieur l'Orateur, a achoppé sur ce problème. Je vais m'appuyer sur le témoignage autorisé d'une personne qui aura l'approbation de mes vis-à-vis, puisqu'on sait qu'elle n'a jamais eu le cœur tendre pour notre gouvernement. Il est certain en tout cas que ce monsieur n'est pas un tenant du gouvernement. Dans ses écrits, il ne manque pas, d'habitude, de critiquer le gouvernement et le premier ministre. On sait que les libéraux, qui cherchent un peu partout des remèdes, ont d'abord commencé par convoquer les gens de tendance libérale, mais les résultats ont été si décevants qu'ils ont décidé ensuite de réunir les membres du parti. C'est ce qu'ils ont fait la semaine dernière.

A la première réunion, l'un des orateurs était M. Michael Barkway qui aujourd'hui, je crois, dirige le bureau d'Ottawa du *Star* de Toronto. Dans ses écrits et dans ses discours, comme je l'ai dit, il a souvent critiqué le gouvernement. Je suis sûr que son opinion sera acceptée avec empressement par mon honorable ami le député de Bonavista-Twillingate et d'autres. Je pourrais citer plusieurs déclarations qu'il a faites l'automne dernier au congrès de l'université Queens. J'en choisis une. Il parlait des conditions économiques, du comportement anormal et insensé du Canada depuis au moins 1950, et des effets de ce comportement de 1950 à 1957. Je cite:

Cela impose au parti libéral une lourde responsabilité, dont il ne pourra facilement s'acquitter, parce que les libéraux sont si intimement liés à la Grande Aberration des années '50.

L'hon. M. Pickersgill: C'était une période de prospérité.

L'hon. M. Nowlan: Puis il ajoute:

Nulle part au Canada ai-je entendu dire sérieusement que le parti pourrait trouver un meilleur chef que M. Pearson. Mais j'ai maintes fois entendu dire que le parti ne peut pas gagner la confiance des gens tant qu'il n'aura pas un chef sans aucun lien avec l'ancien régime.

Remarquez que ce n'est pas un tory qui parle, monsieur l'Orateur; ce n'est pas quelqu'un...

L'hon. M. Pickersgill: Ce n'est pas non plus un libéral.

L'hon. M. Nowlan: ...de sympathique au gouvernement. C'est un homme qui prononce une allocution devant un congrès libéral, et je dois dire que j'admire son courage et que j'apprécie à sa valeur le jugement dont il a

fait preuve en s'exprimant comme il l'a fait lors de ce congrès. Mais je reprends les propos de M. Barkway:

Ce serait un travail de bénédiction que de vouloir faire le catalogue des illusions et des échecs lamentables accumulés dans les dernières années de régime libéral. On en ferait un volume, une histoire des années 50, qu'il est grand temps qu'on écrive.

L'honorable député qui a publié un livre dernièrement pourrait peut-être, en faisant preuve des mêmes qualités de fabuliste, récrire cette histoire. M. Barkway dit ensuite:

Mais pour les fins actuelles, il est essentiel de signaler quelques-uns de ces échecs, que le parti traîne derrière lui comme des boulets.

Et l'orateur mentionne quatre boulets, handicaps et ainsi de suite. M. Barkway a ensuite déclaré:

Ce refus constant et entêté d'envisager les faits est le premier boulet que doivent traîner les libéraux.

Mon honorable ami a parlé de protectionnisme tarifaire et s'est élevé contre ce que nous proposons dans le présent amendement. J'ai compris qu'il voulait parler de la modification apportée aux dispositions de la loi concernant la «classe et l'espèce». Il a dit que nous rétrogradons à cet égard. L'histoire se répète sans cesse quand les libéraux parlent, car ils nous débitent toujours les mêmes rengaines. Je me souviens des discours tenus par les honorables représentants quand vous occupiez vous-même le fauteuil, monsieur l'Orateur, il y a deux ans. Quand nous avons présenté des modifications à la loi sur les douanes, le représentant de Bonavista-Twillingate, le chef de l'opposition et peut-être aussi le représentant d'Essex-Est,—mais je ne me souviens pas si ce dernier a pris part au débat,—ont dit que c'était épouvantable, que nous allions élever les douanes jusqu'aux nues. Ils ont prétendu qu'en nous appuyant sur cet article, nous allions ruiner le commerce canadien.

Rien de tout cela ne s'est produit malgré les lugubres prédictions de mon honorable ami. Ils s'étaient d'ailleurs livrés aux mêmes prédictions au sujet de Radio-Canada quand nous avons proposé la loi qui s'y rapporte. Nous allions, d'après eux, saboter Radio-Canada; nous allions en faire une créature politique. Voilà ce qu'ils disaient.

On brandit encore le même spectre cet après-midi, on rebat de la paille déjà battue et on répète que certaine mesure douanière va nous ramener à l'époque de Bennett. Voilà l'épouvantail dont ils nous menacent. Mais le pire serait, sans contredit, de revenir au régime St-Laurent. Les Canadiens ne seront pas prêts de sitôt à envisager cela.